

Stratégies industrielles et zones intégrées du commerce mondial

Ce printemps 2018 est marqué en France par de nombreux événements chargés de conséquences économiques et sociales. Les grèves de la SNCF, comme celles d'Air-France se font ainsi l'écho du coup d'envoi de nouvelles privatisations (*Le Monde*, 9 mars) et d'un mal-être vis-à-vis des repères culturels qui ont constitué le modèle français. Par ailleurs, la presse annonce parallèlement l'ascension inexorable de l'Asie sur la scène internationale. Devant la redistribution des cartes renforcée par les nouveaux traités de libre échange, ne serait-il pas utile et urgent de se poser quelques questions sur le rôle et les enjeux des stratégies industrielles dans les zones évolutives du commerce mondial ?

Depuis les années 1980 le capitalisme financier a bouleversé les savoir-faire, les investissements autant que les modèles économiques des différents pays. L'adoption des hautes technologies dans la majorité des secteurs industriels, comme la multiplication des échanges de biens et de services, ont transformé la planète en un vaste marché où s'enchevêtrent les flux divers, (migratoires, financiers, commerciaux) des [164 pays membres de l'OMC](#). Dans ce contexte hautement concurrentiel, les stratégies industrielles éparpillées entre compétitivité et rentabilité se sont effacées ou renforcées selon les zones intégrées du commerce mondial. Les paramètres qui permettaient ainsi de distinguer les pays de l'OCDE des pays émergents des années 1990-2000, ont fait place à de nouveaux repères opposant plus spécialement l'Asie entourée de la vaste zone de l'Océan Pacifique à l'Occident traditionnellement tourné vers l'Atlantique. Les traités de commerce dits « [de nouvelle génération](#) » comme le [CETA](#) (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*), reliant l'UE au Canada ou encore le [RCEP](#) (*Regional Comprehensive Economic Partnership*) qui rassemble 16 pays de la zone Asie- Pacifique, dévoilent plusieurs formes de stratégie industrielle :

- en Asie, (Japon, Chine, Corée du Sud) comme certains pays du continent européen (Allemagne, [Suisse](#) ou encore la Norvège, la Suède ou la Finlande), les gouvernements accompagnent le développement industriel en maintenant un secteur public actif, stratège, impliqué sur le long terme dans les projets d'infrastructures, d'énergie renouvelable ou de gestion des communs. Ce sont ces pays qui connaissent aujourd'hui les taux de croissance les plus élevés (supérieurs à 6 % pour la Chine et l'Inde)¹, le plus faible taux de chômage (3 à 4 % de la population active pour la zone Asie, contre 9,2 % pour la zone Euro) et les investissements les plus prometteurs dans les secteurs industriels liés à l'intelligence artificielle. Selon Matthias Van den Heuvel, économiste de la Banque Edmond de Rothschild², la croissance économique du Japon, tirée par la reprise des échanges mondiaux affiche une progression de 2.5 % en rythme annuel au troisième trimestre 2017, ce qui n'était pas arrivé depuis vingt ans ;
- les Etats-Unis recherchent un nouveau souffle en essayant de contrecarrer les ambitions industrielles et commerciales de la Chine. Au cours de ces cinq dernières années, les Américains ont pu observer qu'il ne suffisait plus de posséder l'information pour dominer le monde. Désormais, la puissance des [GAFA](#) ne remplace plus la diversité industrielle acquise par la Chine grâce au système

¹ Statistiques publiées par le *Centre For Economics and Business Research* (CEBR), le 26 avril 2018.

² Marie de Vergès, « L'Asie bouscule l'ordre de l'économie mondiale », *Le Monde* 4 janvier 2018, p. 8.

parfaitement contrôlé des [joint-ventures](#). Si AMAZON investit dans de nombreux secteurs afin de distribuer une multitude de produits et de services sur la planète, c'est ALIBABA (le géant chinois) qui réunit sur la toile, le plus grand nombre de fabricants ;

- De nombreux pays européens, dans la lignée du Traité de Lisbonne, ont fait le choix de réduire la dette publique et de laisser leur système industriel s'adapter tant bien que mal aux bouleversements constants de la finance et de la concurrence. La Grande Bretagne (malgré le Brexit), l'Espagne ou l'Italie préfèrent opter pour un système industriel friable, très souple, adapté à la fois aux soubresauts de la finance et aux mesures complexes des traités de commerce. C'est dans ce contexte fortement influencé par l'OMC que la France a choisi de privatiser des entreprises qui ont permis au pays de se hisser au rang des grandes nations pendant de nombreuses décennies. Comme ce fut le cas du secteur bancaire (Paribas, la Société Générale, Suez, le Crédit Lyonnais), les entreprises engagées depuis les années 1980 dans les secteurs directement liés à la production industrielle, d'énergie ou aux infrastructures, sont aujourd'hui absorbées dans la spirale expansionniste des privatisations. La liste proposée par Emmanuel Macron n'est pas encore établie définitivement mais des noms comme *ADP* (Aéroports de Paris, détenue aujourd'hui à 50.6 % par l'Etat français), *La Française des Jeux* dont 70 % des parts seraient remises au secteur privé, *Engie*, principal fournisseur de gaz (ex-*GDF*), sont retenus. Rappelons que les entreprises qui figurent sur cette liste sont toutes bénéficiaires³. L'instauration promise d'un fonds souverain de 10 milliards d'Euros afin d'investir 200 millions dans les technologies innovantes, sera-t-il suffisant pour inscrire la France dans un système économique durable, attirant les investisseurs sur de longues périodes ?

Selon les chiffres publiés par Thomson Reuter Corp (29 décembre 2017)⁴, les opérations de fusion acquisition, impliquant des groupes français, ont totalisé 204 milliards d'Euros en 2017. Philippe Deneux, responsable de *Médiobanca* pour la France et le Bénélux affirmait à ce propos que les batailles boursières incitaient les investisseurs à saisir les opportunités⁵. Ces dernières, le plus souvent très corrélées à une démarche financière, ne sont pas forcément inscrites dans une véritable stratégie industrielle.

Si les débats entre Keynésiens et Libéraux autour de la régulation étatique et du libre-échange sont toujours d'actualité, nous devons nous interroger, plus que jamais sans doute, quant aux forces qui ont constitué les déterminants des processus de développement industriel : l'histoire, la religion, les systèmes culturels ont façonné sur le long terme les éléments essentiels de véritables modèles économiques. Les pays dont la performance est éclatante dans un contexte mondial confronté aux incertitudes permanentes, sont ceux qui ont su rester fidèles à des modèles spécifiques, fortement ancrés dans une culture collective. La Chine a connu le chaos à plusieurs reprises, mais c'est en s'inspirant de son histoire, de ses erreurs (souvent causées par l'influence

³ <https://www.letemps.ch/economie/france-nouvelle-bataille-privatisations>

⁴ <https://www.boursorama.com/cours/actualites/1mTWFF/>

⁵ Isabelle Chaperon, « Effervescence en France dans le secteur des fusions-acquisitions », *Le Monde*, 4 janvier 2018, p.9.

étrangère) qu'un véritable système industriel national a été conçu dans l'objectif de redonner vie à la [Route de la Soie](#). Le Japon, comme la Corée du Sud ont su construire de véritables conglomérats, associant l'Etat aux stratégies commerciales déployées par des acteurs privés très puissants parfaitement au fait des traités de commerce en vigueur. Les multiples branches dans lesquelles les conglomérats sont impliqués permettent d'assurer un gage de stabilité. Une activité en difficulté est ainsi toujours compensée par une autre dont les résultats s'améliorent. C'est, par exemple, le cas du groupe *Nintendo*⁶ dont l'essentiel du chiffre d'affaires ne provient pas des jeux vidéo mais d'autres produits comme les films, les disques, les appareils photo, téléphones portables ou semi-conducteur. L'échec de la console *Wii 3* a été compensé par les autres activités du groupe lesquelles ont, au final, permis à celui-ci d'enregistrer en 2017 un profit net d'un milliard d'euros, six fois supérieur à celui de l'année précédente. Au Japon, comme en Chine, en Corée ou en Inde, les acteurs économiques n'opposent pas le secteur privé au secteur public, les intérêts nationaux à l'évolution du commerce mondial, l'intérêt individuel à l'intérêt général⁷. Ils s'adaptent en permanence, contournent les obstacles, observent les forces en présence, apprennent de leurs échecs.

La nouvelle redistribution des cartes de l'économie mondiale devrait apporter de nombreuses sources de réflexion. Au cours de son histoire, la France a façonné un véritable modèle industriel⁸ et il pourrait s'avérer dangereux d'en détruire les bases sans analyser quelles en furent les forces, les faiblesses, les erreurs. A l'inverse de l'Asie où l'on regarde le passé pour mieux construire l'avenir, la majorité des pays occidentaux paraissent privilégier désormais la rentabilité financière à court terme sans prendre en compte le legs du passé.

Pascale Touratier

⁶ <http://www.nintendo-difference.com/news41670-resultats-financiers--nintendo-se-porte-tres-bien.htm>

⁷ Jean-Luc Maurer et Philippe Regnier, 2015, *La nouvelle Asie industrielle, enjeux, stratégies et perspectives*, édition , Edition Graduate Institute Publications ;

⁸ Pascale Touratier, 2010, *Le modèle institutionnel français de l'investissement public et ses transformations contemporaines* , Thèse de doctorat, URCA.